

INSERM - Délégation Régionale PARIS ILE DE FRANCE CENTRE NORD
Immeuble Kadence
86 rue Regnault
CS 81471
75640 Paris cedex 13

**Accord-cadre portant sur des prestations de vérifications
périodiques et réglementaires et la maintenance des équipements
et des installations du système de sécurité incendie et des
extincteurs au profit des unités de recherche de la Délégation
Régionale Paris IDF Centre Nord**

Appel d'offres ouvert en application des articles L.2124-2 et R.2124-2 1° et R.2161-2
à R.2161-5 du code de la commande publique.

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

SOMMAIRE

SOMMAIRE	2
----------	---

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	3
ARTICLE 2. LISTE DES INSTALLATIONS	5
ARTICLE 3. NATURE DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GENERALES	5
ARTICLE 4. NATURE DES PRESTATIONS POUR LE LOT N°1 – VERIFICATIONS PERIODIQUES ET REGLEMENTAIRES ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE	7
ARTICLE 5. NATURE DES PRESTATIONS POUR LE LOT N°2 – VERIFICATIONS PERIODIQUES ET REGLEMENTAIRES ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS	11
ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS	14
ARTICLE 7. SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS	17

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet du marché

Le présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP) précise le contenu des prestations à fournir pour les contrôles périodiques et réglementaires et la maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie et des extincteurs des unités de recherche de la Délégation régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord, conformément aux normes en vigueur à la date de notification du marché.

1.2 Forme du marché

Le marché est alloté et comprend deux lots.

Chaque lot est traité en marché séparé avec ses propres caractéristiques.

Le lot n° 1 – Prestations de vérifications périodiques et réglementaires et de maintenance des équipements et des installations du système de sécurité incendie des unités de la Délégation Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord.

Le lot n° 2 – Prestations de vérifications périodiques et réglementaires et de maintenance des extincteurs des unités de la Délégation Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord.

Les prestations comprennent des prestations traitées à prix global et forfaitaires et des prestations à prix unitaires, à savoir :

- Prix global et forfaitaire : prestations de vérification périodique et réglementaire et maintenance préventive des installations et des appareils,
- Prix unitaires sur bons de commande : prestations de maintenance corrective et évolutive notamment le remplacement des installations et des appareils en fin de vie, ainsi que les accessoires et produits non compris dans la part globale et forfaitaire.

1.3 Sites et bâtiments concernés

Les sites et bâtiments concernés par le présent marché sont :

Pour le Lot n° 1 :

- Centre de Recherche Cardiovasculaire (PARCC) Unité 970 -15 rue Leblanc - 75015 Paris
- Institut Cochin – Bâtiment Méchain – Unité 1016 – 22 rue Méchain - 75014 Paris
- Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris - Unité 1266 – 102-108 rue de la santé - 75014 Paris
- Hôpital Bichat – Bâtiment Est/ouest - Unité 1148 - 46 rue Henri Huchard – 75018 Paris
- Hôpital Saint-Louis – Institut de Recherche Saint-Louis - Bâtiment Jean Bernard - Unité 1342 – 1 Avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris
- Hôpital Lariboisière – Bâtiment Viggo Petersen – Unité 942, Unité 1132 – 2 Rue Ambroise Paré - 75010 Paris

Pour le Lot n° 2 :

- Centre de Recherche Cardiovasculaire (PARCC) Unité 970 -15 rue Leblanc - 75015 Paris
- Institut Cochin – Bâtiment Méchain – Unité 1016 – 22 rue Méchain - 75014 Paris
- Institut de Psychiatrie et Neurosciences de Paris - Unité 1266 – 102-108 rue de la santé - 75014 Paris
- Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord – 86, rue Regnault – 75013 Paris
- Hôpital Bichat – Bâtiment Est/ouest - Unité 1148 - 46 rue Henri Huchard – 75018 Paris
- Hôpital Saint-Louis – Institut de Recherche Saint-Louis Bâtiment Jean Bernard - Unité 1342 – 1 Avenue Claude Vellefaux - 75010 Paris

1.4 Définition des intervenants

La Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord de l'Inserm est le Client, représentée par sa Déléguée Régionale, Madame Claire De MARGUERYE, ci-après dénommée « Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA).

Le titulaire est le prestataire de services qui conclut les marchés avec le Pouvoir Adjudicateur.

Le titulaire désigne, dès la notification du marché, un responsable ayant qualité pour le représenter vis-à-vis de la personne publique. Ce responsable est désigné dans le présent marché par le terme représentant du titulaire.

1.5 Interlocuteurs

Pour l'exécution du présent marché la Délégation Régionale Paris IDF CENTRE NORD de l'Inserm désigne les personnes suivantes pour le représenter :

Pour les questions techniques :

M. Patrick LAMY, Responsable patrimoine immobilier

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : immobilier.dr-idfcn@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.06

Pour les questions d'hygiène et de sécurité :

Mme Mériem KADRI, Conseillère de prévention

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : meriem.kadri@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.59

Pour les questions administratives :

Service achats

M. Julien ROY et Mme Sarah NAAK - Responsables des achats et marchés

Adresse : Inserm – DR Paris IDF CENTRE NORD - 86, rue Regnault - 75013 PARIS

Courriel : achats.dr-idfcn@inserm.fr

Téléphone : 01.81.70.72.84

ARTICLE 2. LISTE DES INSTALLATIONS

2.1 Liste des installations

2.1.1 Installations pour le lot n° 1

Les installations du système de sécurité incendie sont énumérées et définies à l'annexe n°1 au CCTP - Lot 1 au présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

Il s'agit notamment des installations suivantes :

- Système de détection d'incendie (S.D.I.) ;
- Dispositif actionné de Sécurité ;
- Système de mise en sécurité incendie (S.M.S.I.) ;
- Liaison S.D.I. - S.M.S.I. et report ;
- Ensemble des asservissements des équipements de sécurité incendie (ventilation et désenfumage mécanique ou naturel, exutoires de fumées, etc.) ;

La liste des installations du système de sécurité incendie est donnée à titre indicative. Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire au démarrage du marché.

2.1.2 Installations pour le lot n° 2

La liste des extincteurs est énumérée à l'annexe n°2 au CCTP - Lot 2 au présent cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

La liste des extincteurs est donnée à titre indicative. Un recensement précis des équipements concernés par la prestation sera effectué par le titulaire au démarrage du marché.

2.2 Modalités de prise en charge des installations

A compter de la notification du marché, le titulaire se rendra sur place afin d'avoir une parfaite connaissance :

- de la constitution des sites et des bâtiments ;
- de la consistance des installations et des équipements, objet du marché, dont il assure la maintenance et l'exploitation ;
- des conditions particulières d'accès liées à la sécurité et à la spécificités des sites et bâtiments concernés (zone sensible, laboratoires ...).

Il dispose d'un délai d'un mois à compter de la notification du marché pour émettre, le cas échéant, des réserves.

ARTICLE 3. NATURE DES PRESTATIONS – DISPOSITIONS GENERALES

Le titulaire accepte de prendre en charge la vérification périodique et réglementaire et la maintenance des équipements dans les conditions et selon les obligations figurant au

présent marché. Il sera responsable de leur bon fonctionnement et de leur maintien en conformité par rapport à la réglementation en vigueur à la notification du marché.

Les prestations de vérifications et de maintenance des installations devront répondre aux prescriptions des normes et règlements en vigueur à la date de notification du marché.

3.1 Obligation de résultats

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire devra veiller à ce que tous les équipements soient toujours dans un état de fonctionnement optimum. Par ailleurs, il devra informer la Délégation Régionale Paris IDF Centre Nord de l'Inserm de la nécessité de remplacer un équipement définitivement inutilisable.

Les objectifs en matière de résultats consistent notamment à garantir :

- Le fonctionnement permanent et sans panne des divers équipements confiés au titulaire, pendant la durée du marché et selon les programmes de visites.
- L'entretien préventif de tous les matériels, objet du marché et, pour cela, la communication à l'Inserm, en temps utile, de toute demande de remplacement de pièces ou ensembles d'équipements.
- La sécurité et la protection des personnes des sites et de signaler toute anomalie dangereuse pour les usagers, survenue sur les installations.
- Le respect des délais prévus.
- La traçabilité des opérations préventives et curatives.
- La capacité à mobiliser les moyens humains, techniques et les fournitures nécessaires.
- La bonne gestion d'un stock de pièces de rechange.

3.2 Obligation de conseil

Le titulaire doit informer le pouvoir adjudicateur et les responsables de site de toute modification des normes et réglementations diverses intéressant les installations et les équipements.

Le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect des réglementations applicables.

3.3 Hot line

Le titulaire devra fournir à l'Inserm, un numéro de hotline 24h / 24h, 365 jours/an afin de pouvoir à l'aide d'un technicien compétent, établir un diagnostic en cas de panne, donner des indications quant à la manipulation des systèmes, donner des consignes permettant la remise en service d'éléments défectueux, etc.

ARTICLE 4. NATURE DES PRESTATIONS POUR LE LOT N°1 – VERIFICATIONS PERIODIQUES ET REGLEMENTAIRES ET MAINTENANCE DES EQUIPEMENTS ET DES INSTALLATIONS DU SYSTEME DE SECURITE INCENDIE

4.1 Maintenance préventive des installations du système de sécurité incendie

Les prestations de vérifications périodiques et réglementaires et de maintenance préventive des installations du système de sécurité incendie des unités de la Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord consistent en des opérations périodiques de maintenance préconisées par les constructeurs, à savoir les opérations courantes destinées à maintenir l'aptitude au bon fonctionnement de l'ensemble des systèmes de sécurité incendie.

Les installations du système de sécurité incendie devront fonctionner 24H/24H et 7j/7.

Cette prestation inclut les consommables, les pièces de rechange (**les pièces détachées nécessaires d'un montant unitaire inférieur à 100 euros HT sont à la charge du titulaire au titre du présent marché**) et les déplacements nécessaires pour ces opérations.

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire devra veiller à ce que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimum, proche de l'état neuf.

Le titulaire doit garantir la bonne conservation des installations pendant toute la durée du marché. A ce titre, il effectue les tâches de maintenance préventive conformément à la réglementation en vigueur à la date de notification du marché.

Le titulaire aura à sa charge l'ensemble des outillages, des appareils de mesure et de contrôle nécessaires l'exécution de ses prestations et de tout moyen permettant d'accéder aux équipements (échelles, nacelles ...). L'ensemble de ses moyens doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de réalisation des prestations.

Pour répondre à la réglementation, le prestataire devra mettre en place un système d'identification pérenne. Tout nouvel équipement ou modification devra comporter ce marquage.

Les plans d'implantation des divers éléments constituant le système de sécurité incendie devront être également tenus à jour par le prestataire. Une copie informatique et deux copies papier de ceux-ci devront systématiquement être remises à l'Inserm après chaque modification.

Par ailleurs, il devra informer l'Inserm de la nécessité de remplacer un matériel définitivement inutilisable dans un délai tenant compte des contraintes de réapprovisionnement.

Les opérations de maintenance préventive des installations du système de sécurité incendie seront rémunérées en référence aux prix fixés à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) du Lot n°1.

4.2 Périodicité et planification

La fréquence des inspections et des opérations d'entretien à caractère préventif, telles que définies dans le présent CCTP est au minimum d'une (1) fois par an. L'espacement entre deux visites systématiques d'un même appareil ne doit pas excéder douze (12) mois.

Le titulaire transmettra au plus tard un (1) mois après la notification du marché un planning prévisionnel des interventions qui devra être validé par l'Inserm puis chaque année un mois avant la date anniversaire du marché.

Toute modification des dates d'intervention par l'une ou l'autre des parties devra être sollicitée au moins 48H à l'avance.

L'entretien préventif et les visites de contrôles seront effectués pendant les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9H00 à 17H00.

Sauf accord expresse de l'Inserm, aucune visite systématique ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation.

4.3 Opérations de vérification annuelle et de maintenance préventive des installations du système de sécurité incendie

La vérification annuelle et la maintenance préventive des installations du système de sécurité incendie consiste en des prestations d'entretien périodique imposé par la réglementation et la norme, auxquelles sont ajoutées des prestations dues à l'évolution technologique et sécuritaire des appareils.

Les systèmes de sécurité incendie (SSI) :

- Maintenance, Entretien et Contrôle des SSI
- Reconditionnement, échange préventif des petits matériels (tels que détecteurs, batteries, ...) au forfait marché. **Reconditionnement tous les 4 ans des détecteurs (1/4 des têtes chaque année).**

Les dispositifs actionnés de sécurité (DAS)

- Vérification et entretien des DAS (volets de désenfumage), avec vérification du bon scellement à la structure... Le remplacement des petits éléments devra être inclus dans le prix, tels que les thermo-fusibles, tringleries, quincailleries diverses etc.
- Nettoyage des conduits de désenfumage (entre la circulation et l'intérieur du volet de désenfumage, plus le cadre du volet). Le titulaire du marché utilisera un aspirateur respectant les normes d'hygiènes.

NB : Toute anomalie constatée devra être consigné de façon précise sur le rapport d'intervention (en indiquant le numéro du DAS, de l'installation concernée, le type de travaux réalisé ou à prévoir, ...).

Le but de ces prestations est de garantir la sécurité des personnes, la disponibilité, la fiabilité et la traçabilité des opérations effectuées.

Vérification fonctionnelle des installations :

La liste qui suit constitue un minima. Il est évident qu'il ne s'agit, en aucun cas, d'une liste exhaustive. Il appartient au Titulaire de procéder à toutes les vérifications complémentaires qu'il jugera nécessaires, dans le cadre du présent marché, afin d'atteindre l'obligation de résultat qui lui est faite, à savoir, limiter au strict minimum les temps de dérangement de tous les organes de sécurité dont il a la charge et qu'il entretient.

Centrales d'alarme incendie et de détection, tableau d'asservissement

- Test lampes

- Vérification des fusibles de protection 220 volts et 24 V
- Vérification des branchements électriques secteur et batterie de secours
- Vérification de la charge des batteries de secours
- Vérification des branchements lignes de détection et lignes de commande de chaque zone
- Vérification du bon raccordement des cartes de détection sur les cartes de fond
- Vérification du bon fonctionnement de la signalisation « alarme feu », dérangement et signaux sonores (buzzer alarme restreinte)
- Contrôle des sources d'alimentation, tension, courant (secteur, batteries, piles)
- Remplacement des piles tous les ans
- Charge et/ou remplacement des batteries, nettoyage des cosses

Détecteurs/ Déclencheurs manuels, automatiques

- Contrôle de l'état général
- Contrôle de l'implantation
- Contrôle des ancrages et fixations
- Vérification du fonctionnement de l'indicateur d'action
- Vérification du fonctionnement des signalisations lumineuses et sonores associées au système de détection
- Simulation d'ouverture des commandes à distance « Bris de Glace »
- Essais de déclenchement réel avec bombe au fréon sur chacun des détecteurs
- Vérification du bon déclenchement de l'alarme générale après la temporisation prévue
- Vérification du bon fonctionnement de toutes les sirènes
- Essais de dérangement de chaque boucle,
- Etat des lignes de détecteurs, isolement courant de veille
- Vérification du fonctionnement des éléments de sécurité associés

Lanterneau et châssis de désenfumage

- Ouverture de l'appareil
- Vérification de tension des ressorts d'ouverture ou des vérins
- Contrôle de l'état des joints
- Vérification et graissage des articulations
- Réglage du système de déclenchement (verrou)
- Réglage du mécanisme d'ouverture et de fermeture (si Existant)
- Contrôle de l'état des fusibles et changement éventuel selon état
- Vérification de l'état des coupoles
- Redressage éventuel des bras et tiges de poussée
- Fermeture des appareils contrôle de l'enclenchement des gâches
- Vérification des vis de fixation du cadre extérieur de coupole
- Resserrage des vis de fixation s'il y'a lieu

Désenfumage par Tirez lâchez treuil TL

- Déplombage de l'appareil
- Déclenchement d'ouverture de l'exutoire
- Contrôle de l'usure du câble
- Contrôle de la liaison du câble
- Contrôle de la fixation des poulies de renvoi d'angles
- Contrôle de la tension du câble

- Contrôle de la fixation du câble sur le verrou et l'exutoire (s'il y'a lieu)
- Contrôle de l'état des fusibles (si existant)
- Vérification et graissage du mécanisme de l'appareil
- Fermeture de l'exutoire
- Plombage de l'appareil et remplacement éventuel de la glace à briser

Désenfumage par commande à distance pneumatique

- Déplombage du poste de commande CO2
- Dépose de l'enveloppe du coffret
- Déclenchement de l'ouverture par percussion de la cartouche CO2
- Fourniture et pose d'une cartouche CO2
- Vérification du déclenchement du treuil
- Déplombage du treuil
- Contrôle du percuteur (éventuel changement du joint)
- Vérification de la canalisation cuivre (raccords, fixations)
- Contrôle de l'usure du câble
- Contrôle de la liaison du câble
- Contrôle de la fixation des poulies de renvoi d'angles
- Contrôle de la tension du câble
- Contrôle de la fixation du câble sur l'exutoire
- Vérification du mécanisme de l'appareil
- Graissage éventuel du mécanisme
- Vérification du fusible thermique
- Fermeture de l'exutoire
- Plombage de l'appareil et remplacement éventuel de la glace à briser

4.4 Maintenance corrective des installations du système de sécurité incendie

La maintenance corrective est par nature imprévisible.

Les opérations de maintenance préventive ont précisément pour but de réduire le nombre de pannes nécessitant une opération de maintenance corrective.

La programmation des interventions de maintenance corrective, autres que les mesures conservatoires et les dépannages, est faite en fonction de l'urgence.

Une intervention de maintenance corrective peut être déclenchée :

- par le titulaire du marché, suite à une anomalie de fonctionnement détectée par ses soins ;
- par le responsable de site, qui lors de la détection d'une panne ou d'une anomalie de fonctionnement, fait appel au titulaire du marché, par téléphone avec confirmation écrite : courriel.

Ces prestations entrent dans le cadre de la maintenance sur bons de commande. Elles sont rémunérées sur la base du taux horaire fixé à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) du Lot 1.

Toutefois, elles feront l'objet d'un devis détaillé (liste détaillée des fournitures, temps prévu, type de main d'œuvre) qui sera soumis à l'accord préalable du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant.

Les demandes d'intervention via la hotline (hors remplacement de matériel) et le remplacement de certains équipements nécessitant une intervention dans l'urgence feront l'objet de devis de régularisation (accompagné du rapport de visite). Le remplacement de matériel dans l'urgence devra recevoir au préalable l'accord du Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou de son représentant.

Remise d'un devis : délai de 8 jours calendaires ou 24 heures en cas d'urgence signalée par la personne publique, à compter de la réception de la demande par le titulaire.

Le titulaire est tenu d'exécuter les réparations provisoires ou définitives qui, faute d'intervention, ne permettraient pas l'utilisation normale des équipements ou compromettraient la sécurité des personnes ou la bonne conservation des installations et des biens.

Le titulaire assure 24 heures/24 et 7 jours/7 un service d'astreinte téléphonique chargé de prendre les mesures en cas d'incident sur les installations, signalé par un appel téléphonique de l'Inserm. Une réponse sera fournie à tout appel.

Les dépannages sont toujours effectués dans le plus court laps de temps possible, compte tenu des contraintes prévisibles, et réalisées de façon à apporter le minimum de gêne.

Le délai d'intervention à compter de la demande au centre d'appel est de deux (2) heures en cas d'urgence et de quatre (4) heures dans les autres cas.

ARTICLE 5. NATURE DES PRESTATIONS POUR LE LOT N°2 – VERIFICATIONS PERIODIQUES ET REGLEMENTAIRES ET MAINTENANCE DES EXTINCTEURS

5.1 Maintenance préventive des extincteurs

Les prestations de maintenance préventive des extincteurs des unités de la Délégation Régionale Inserm Paris Ile-de-France Centre Nord consistent en des opérations périodiques de maintenance permettant d'anticiper sur des pannes futures et de réduire le taux d'indisponibilité de ces installations au maximum.

Dans le cadre de son obligation de résultat, le titulaire s'engage à vérifier toute l'installation lors de la prise en charge, à effectuer une visite de contrôle indispensable au bon fonctionnement, à optimiser le parc des extincteurs et devra veiller à ce que tous les matériels soient toujours dans un état de fonctionnement optimum, proche de l'état neuf.

Le titulaire doit garantir la bonne conservation des installations pendant toute la durée du marché. A ce titre, il effectue les tâches de maintenance préventive conformément la réglementation en vigueur à la date de notification du marché.

Le titulaire aura à sa charge l'ensemble des outillages, des appareils de mesure et de contrôle nécessaires l'exécution de ces prestations et de tout moyen permettant d'accéder

aux équipements (échelles, nacelles ...). L'ensemble de ses moyens doit être conforme à la réglementation en vigueur à la date de réalisation des prestations.

Les opérations de maintenance préventive des extincteurs seront rémunérées en référence aux prix fixés à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) du Lot n°2.

5.2 Périodicité et planification

La fréquence des vérifications et des opérations d'entretien à caractère préventif, telles que définies dans le présent CCTP est au minimum d'une (1) fois par an. L'espacement entre deux visites systématiques d'un même appareil ne doit pas excéder douze (12) mois.

Le titulaire transmettra au plus tard un (1) mois après la notification du marché un planning prévisionnel des interventions qui devra être validé par l'Inserm puis chaque année un mois avant la date anniversaire du marché.

Toute modification des dates d'intervention par l'une ou l'autre des parties devra être sollicitée au moins 48H à l'avance.

L'entretien préventif et les visites de contrôles seront effectuées pendant les jours ouvrés du lundi au vendredi de 9H00 à 17H00.

Sauf accord expresse de l'Inserm, aucune visite systématique ne peut être effectuée en même temps qu'un dépannage ou une réparation.

5.3 Opérations de vérification annuelle, de maintenance préventive et de remise en état des appareils

Dans le cadre de la vérification annuelle, le titulaire assurera la maintenance et la remise en état de fonctionnement normal des appareils le nécessitant.

Le prix forfaitaire comprend, outre les frais de déplacement, de transport et de main d'œuvre, tous les frais afférents permettant la réalisation de toutes les prestations à effectuer au titre de la maintenance préventive.

Les prestations suivantes seront incluses dans le coût de la vérification :

- Le remplacement des charges d'additif (additifs certifiés uniquement) ;
- Le remplacement de la charge de poudre (poudres certifiées uniquement) ;
- Le remplacement des flexibles des appareils, s'ils présentent des lésions dues à la vétusté, aux agents atmosphériques ou des signes de faiblesse au niveau des organes de serrage sur l'appareil ;
- Le remplacement des joints ;
- Le remplacement des plombs estampillés de l'année de vérification ;
- Le remplacement des goupilles de sécurité ;
- Le remplacement des cartouches de CO2
- Le remplacement des tromblons défectueux
- Le remplacement de toute pièce usée de façon normale ;
- Fourniture des consommables nécessaires aux opérations (produit de nettoyage, graisse, joints...) ;

- La vérification quinquennale à 5 ans et 15 ans des extincteurs à pression auxiliaire (hors vérification décennale) ;
- Elimination des déchets de l'activité (appareils périmés ou non réutilisables, charges périmées, additifs périmés, bouteilles de chasse non réutilisables, pièces défectueuses, joints remplacés, fournitures consommées...).

Cette prestation de vérification ne comprend pas le remplacement de l'extincteur.

Les opérations décrites ci-dessus constituent une base permettant de situer les contrôles attendus à effectuer dans le cadre de la maintenance préventive. Toutefois, elles devront être adaptées selon les types de matériels, selon les instructions définies par les constructeurs, selon les termes réglementaires et normatifs existants ou à venir et selon la réglementation en vigueur.

5.4 Vérification et mise à jour des plans d'évacuation et d'intervention des locaux

Le titulaire se verra confié la vérification et la mise à jour des plans d'évacuation des locaux et des plans d'intervention des locaux en cas de préconisations particulières liées à la nécessité d'une mise aux normes, liées à l'adjonction ou l'injonction d'un bâtiment selon la norme NFX 08-070 sur la base des prix unitaires fixés au présent marché.

5.5 Maintenance corrective des extincteurs

La maintenance corrective consiste à remettre en état de fonctionnement normal un équipement ou une partie de cet équipement ayant subi des dysfonctionnements suite à son utilisation, suite à une détérioration accidentelle ou à un acte de malveillance ou suite à un sinistre « incendie » et consiste à remplacer les pièces usées si elles ne peuvent être réparées.

Sont concernées les pièces usées et non incluses dans la liste des pièces à remplacer dans le cadre de la maintenance préventive annuelle des extincteurs.

Sur simple appel téléphonique, les dépannages et les réparations sont effectués dans un délai maximum de 48 heures à compter de la demande d'intervention ou le deuxième jour ouvrable suivant la demande d'intervention (appel téléphonique confirmé par écrit : courriel).

Si le titulaire estime que certaines prestations ne peuvent être effectuées que dans ses usines ou ateliers, il en informera l'interlocuteur du bâtiment et la/le conseiller(e) prévention et définira avec eux les moyens de sécurité à mettre en œuvre pendant cette carence. Les moyens mis en œuvre seront à la charge du titulaire.

Les prestations susvisées seront effectuées sur présentation d'un devis détaillé sur la base des prix unitaires et du taux horaire fixés à l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) du Lot 2. Les prix unitaires de ce bordereau incluent également tous les frais annexes, les frais de déplacement, de transport et les frais éventuels de destruction et d'élimination.

La Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord autorise le titulaire du présent marché à prendre toute mesure que celui-ci jugera utile pour effectuer le remplacement d'un appareil défectueux et remettre celui-ci en état opérationnel, si le coût de la remise en état est inférieur au coût du remplacement de l'appareil.

Au cas où des pièces ou recharges ne figureraient pas dans le bordereau de prix, le titulaire présentera un devis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur. Il interviendra uniquement en cas de bon pour accord sur le devis.

Toute prestation en maintenance corrective devra faire l'objet d'un devis selon le bordereau de prix unitaire et du taux horaire fixés dans l'annexe n°1 à l'Acte d'Engagement (AE) du Lot 2 et devra être obligatoirement validé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

5.6 Renouvellement et acquisition de matériel

En cas de mauvaise dotation d'un bâtiment en moyens de secours (extincteurs en déficit ou en surnombre, type d'appareils non approprié), le titulaire transmettra à l'Inserm une proposition détaillée.

Dans le cas d'installation de moyens de secours supplémentaires dans un bâtiment, les extincteurs seront accrochés, identifiés par des pictogrammes, numérotés et intégrés à la liste existante. Les frais de main-d'œuvre et de déplacement pour ces opérations seront à la charge du titulaire.

Tous les extincteurs âgés de plus de 10 ans devront être remplacés. **Par conséquent, aucune opération décennale d'entretien et de vérification ne devra être entreprise par le titulaire sur ces appareils, âgés de plus de 10 ans.**

Dans le cas où le titulaire entreprendrait de réaliser les prestations décennales, il ne pourrait en aucun cas prétendre à un règlement de ces prestations de la part de l'Inserm.

Un certificat de reprise des équipements sera remis au responsable immobilier de l'Inserm Délégation Régionale Paris Ile-de-France Centre Nord avec copie au Représentant du Pouvoir Adjudicateur.

Tout renouvellement de matériel se fera sur la base des prix unitaires et du taux horaire fixés dans l'annexe n°1 de l'Acte d'Engagement (AE) du Lot 2. Aucun remplacement ou achat ne pourra être réalisé sans l'accord écrit de l'Inserm.

ARTICLE 6. CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS

6.1 Dispositions générales

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché. Les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de notification du marché.

Pour rappel, le titulaire a une obligation de diligence et de conseil. Il exécute ses prestations dans le respect de la réglementation et des normes en vigueur.

6.2 Connaissance des lieux

Le titulaire est réputé par le fait d'avoir remis son offre avoir pris connaissance de la liste des installations techniques et équipements faisant l'objet du marché.

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et des installations pour ne pas assurer sa prestation, partiellement ou en totalité, dans le cadre défini par le présent marché.

L'attention des candidats est attirée tout particulièrement sur le fait que les listes des équipements et des installations fournies en annexe n°1 du Lot 1 et en annexe n°2B du Lot 2 du présent CCTP peuvent être sommaires ou approximatives et donc non exhaustives. Seuls sont listés les principaux équipements et installations, mais il convient pour le titulaire de prendre en compte, dans les prestations à réaliser, l'ensemble des matériels constituant les installations et habituellement nécessaires à leur bon fonctionnement. En effet, ces listes d'équipements et d'installations feront l'objet d'un réexamen en vue de l'établissement d'un inventaire exhaustif de départ par le titulaire au démarrage du marché, conformément à l'article 6.5 du CCP « Inventaire de départ ».

6.3 Personnels du titulaire

L'ensemble du personnel nommément désigné par le titulaire doit disposer des diplômes et des qualifications professionnelles nécessaires à l'exécution des prestations. Ils devront être aptes à réaliser les tâches courantes ou exceptionnelles qui leur sont confiées et devront posséder une parfaite connaissance des techniques propres aux constructeurs, des normes et de la réglementation en vigueur. Ils devront être aptes à intervenir sur des équipements et des systèmes de plusieurs générations.

Le personnel du titulaire doit être en tenue de travail marqué du logo de l'entreprise et être identifiable facilement. Ils devront être munis d'un badge d'identification de leur société pour pouvoir accéder aux sites.

L'Inserm se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander :

- Le renforcement en nombre du personnel ou de la qualification du personnel du titulaire afin de satisfaire aux obligations de résultats fixées par le présent marché,
- Le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou de leur refuser l'accès des lieux en tout ou en partie.

6.4 Règles d'accès et de sécurité

L'accès des personnels d'intervention aux locaux de l'administration est soumis aux conditions générales imposées aux personnes étrangères à l'administration. S'il existe des conditions d'accès ou des consignes de sécurité particulières, propres aux sites où sont implantés les matériels, l'administration en informera le titulaire par écrit, de même que toute modification des conditions générales ou particulières d'accès ou de sécurité.

Le titulaire du marché doit former le personnel placé sous son autorité des diverses consignes de sécurité générales et particulières qui lui ont été communiquées par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant sur le site et contrôler la bonne application de ces consignes.

Pour toute intervention de son personnel, le titulaire a la responsabilité, et à ses frais, de la mise en place de l'ensemble des moyens de protection, de balisage, de signalisation et d'affichage ainsi que des actions de communication nécessaires en direction des usagers des sites.

D'une manière générale, le titulaire s'engage à se conformer à l'ensemble des exigences réglementaires en matière de sécurité. Le titulaire s'engage à informer son personnel intervenant des règles d'accès et de sécurité établies par l'Administration.

Dès son arrivée sur le site, le personnel chargé de la visite ou de l'intervention se présente à l'assistant de prévention de l'Inserm sur le site concerné, muni de sa carte professionnelle.

A la fin de la journée ou de l'intervention, le personnel intervenant se présente à nouveau à l'assistant de prévention avant de quitter l'établissement et l'informe des interventions réalisées, des problématiques rencontrées, des anomalies graves constatées et des mesures conservatoires qu'il serait souhaitable de mettre en place.

Le personnel intervenant signe la fiche d'intervention et remet tous les matériels qui lui ont été confiés pour la journée (clefs, badges...).

Le personnel intervenant s'engage à maintenir en parfait état de propreté les installations et les locaux dans lesquels il intervient.

6.5 Inventaire de départ

Le recensement des installations, des équipements et du matériel relevant du présent marché fait l'objet de listes jointes en annexe n°1 pour le Lot 1 et en annexe n°2 pour le Lot 2 au présent CCTP. Cet inventaire n'est pas exhaustif ; seuls sont listés les principaux équipements et installations. Il convient pour le titulaire de prendre en compte, dans les prestations à réaliser, l'ensemble des matériels constituant les installations et les équipements et le matériel habituellement nécessaire à leur bon fonctionnement.

A la date de prise d'effet, les matériels et équipements sont réputés conformes à leurs caractéristiques de base et à la réglementation.

Le titulaire aura un délai de deux mois à compter du premier bon de commande de maintenance préventive, pour ajuster la liste des installations et du matériel, et fournir au Représentant du Pouvoir Adjudicateur, une liste exhaustive des équipements et des installations mis en œuvre dans les bâtiments.

Dans ce même délai de **deux mois** à compter du premier bon de commande de maintenance préventive, un procès-verbal détaillé de l'état des lieux et des installations et équipements sera établi pour chacun des sites.

Passé ce délai, il ne pourra en aucune façon arguer d'une insuffisance de l'état technique des appareils ou de leur entretien passé, pour demander des travaux de remise à niveau, ou formuler une quelconque réclamation ou ne pas satisfaire à ses obligations.

6.6 Inventaire exhaustif annuel

Le titulaire transmettra chaque année un inventaire exhaustif des équipements et des installations à maintenir dans un délai d'un mois suivant la transmission du bon de commande annuel établi pour la maintenance préventive. Cet inventaire sera validé par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

6.7 Remise des équipements en fin de marché

Le titulaire s'engage à laisser, en fin d'exécution du marché, les matériels, les équipements et les installations en état normal de fonctionnement.

Le titulaire devra transmettre à cet effet un rapport d'état des lieux de restitution des équipements et des installations précisant les éventuelles anomalies constatées.

Cet état sera susceptible de faire l'objet d'une vérification contradictoire par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur ou son représentant.

Dans le cas contraire, il appartiendrait au titulaire de proposer des devis détaillés à l'Inserm pour exécuter les travaux nécessaires.

A défaut, ceux-ci seront réalisés sur l'initiative de l'Inserm, aux frais de l'entreprise titulaire du marché.

6.8 Plan de prévention

Le titulaire a accès, dans les locaux de la personne publique, aux plans concernant les équipements techniques objets du présent marché.

Dans le cadre de la réglementation en vigueur pour la sécurité des biens et des personnes, **un plan de prévention sera établi par le titulaire dès la prise d'effet du marché.**

Il sera renouvelé chaque année pendant la durée du marché.

ARTICLE 7. SUIVI D'EXECUTION DES PRESTATIONS COMMUNES AUX DEUX LOTS

7.1 Documents de suivi de marché – comptes rendus d'intervention

Toutes les interventions du titulaire doivent faire l'objet d'un compte rendu d'intervention pour chaque site sur lequel il atteste les éléments suivants :

- Le contenu et le détail de l'intervention,
- Le nom du personnel intervenant,
- Le site concerné, la date et les heures d'interventions,
- La nature de l'intervention avec l'équipement ou l'installation concernée en précisant le diagnostic de la panne s'il y a lieu et les pièces remplacées,
- Toute observation jugée utile par le technicien.

Les comptes rendus d'intervention devront être signés par le responsable du site ou le représentant de l'Inserm ainsi que par le personnel intervenant au nom du titulaire.

Un exemplaire sera remis au responsable du site et un autre sera transmis au Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA). Le délai maximum de transmission est d'une (1) semaine à compter de l'intervention en cas de maintenance corrective et d'un mois (1) maximum en cas de maintenance préventive.

La non transmission des comptes rendus d'intervention peut entraîner le prolongement du délai de paiement, la suspension du paiement des interventions faites par le titulaire et l'application de pénalités conformément à l'article 18 du CCAP.

7.2 Constats d'anomalie

Le titulaire dans le cadre de son obligation de résultats et de conseils est tenu de porter à la connaissance du RPA toute anomalie qu'il aura observée sur les installations et les équipements dont il assure la maintenance.

Il est également tenu, sauf à engager sa responsabilité, de signaler toute non-conformité des installations et des équipements à la réglementation en vigueur.

Les constats d'anomalie devront être établis par le titulaire et être consignés sur le registre de sécurité du site concerné, en précisant :

- La date et l'heure d'observation de l'anomalie,
- Le nom et le prénom de la personne ayant constaté l'anomalie,
- La qualité de la personne qui rédige le constat,
- Le type de l'anomalie constatée et l'équipement ou l'installation concernée,
- Les préconisations recommandées pour la remise en état de fonctionnement de l'équipement ou l'installation concernée,
- Les conséquences que pourrait entraîner l'anomalie à court terme et à long terme si aucune action n'est prise pour y remédier (dans le cas d'une anomalie ne relevant pas du forfait du titulaire).

7.3 Rapports annuels

Chaque année le titulaire devra fournir en plus du planning prévisionnel des visites de maintenance, un rapport qui mentionnera les éléments suivants :

- Les travaux d'entretien et de dépannage réalisés dans l'année écoulée,
- Les moyens mis en œuvre pour rétablir le fonctionnement des équipements et installations,
- L'analyse des causes en cas d'anomalie constatée,
- Les préconisations pour améliorer le fonctionnement optimal des installations,
- **Une prévision des actions corrective à entreprendre dans l'année pour chaque site en détaillant ces actions et les équipements et installations concernées.**

7.4 Délai d'exécution des prestations de maintenance

Concernant la **maintenance corrective**, le délai maximum d'intervention est de **quarante-huit (48) heures** à compter de la demande d'intervention ou le deuxième jour ouvrable suivant la demande d'intervention (appel téléphonique confirmé par écrit : courriel).

Concernant la **maintenance préventive (visite annuelle)**, le titulaire s'engage à remettre son compte-rendu de visite au plus tard **trente (30) jours** à compter de la réalisation de la visite annuelle. Un calendrier d'intervention devra être transmis en début de marché et chaque année suivante.

Concernant la **livraison de fournitures**, le délai de livraison est de **VINGT (20) jours** à compter de la notification du bon de commande.

7.5 Prolongation du délai d'exécution

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le RPA dans les conditions mentionnées ci-dessous.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée au titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité de ce dernier fait obstacle à l'exécution des prestations commandées dans le délai contractuel (fait du pouvoir adjudicateur ou événement de force majeure).

Pour pouvoir bénéficier d'une prolongation du délai d'exécution, le titulaire doit signaler, par courriel, les causes faisant obstacle à l'exécution du marché. Par dérogation à l'article 13.3.3 du CCAG-FCS, il dispose à cet effet d'un délai de **vingt-quatre (24) heures** à compter du moment où les causes sont apparues.

7.6 Garanties

Conformément à l'article 33 du CCAG-FCS, le matériel fait l'objet d'une garantie d'un an à compter de la date de notification de la décision d'admission des prestations.

Au titre de cette garantie, le titulaire s'oblige à remettre en état ou à remplacer à ses frais le matériel qui serait reconnu défectueux, exception faite du cas où la défectuosité serait imputable au RPA.

Cette garantie couvre également les frais de déplacement de personnel, de conditionnement, d'emballage et de transport de matériel nécessités par la remise en état ou le remplacement, qu'il soit procédé à ces opérations au lieu d'utilisation du matériel ou que le titulaire ait obtenu que la fourniture soit renvoyée à cette fin dans ses locaux.

Lorsque, pendant la remise en état, la privation de jouissance entraîne pour le pouvoir adjudicateur un préjudice, celui-ci peut exiger un matériel de remplacement équivalent.

Le délai d'intervention est de vingt-quatre (24) heures à compter de la notification de la demande d'intervention par le pouvoir adjudicateur. En cas de non-respect de ce délai, le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de ces prestations, aux frais et risques du titulaire.

Lorsque la durée d'indisponibilité du matériel dépasse cinq (5) jours ouvrés à compter de la date d'intervention du titulaire, ce dernier est tenu de mettre à disposition du RPA un matériel équivalent.

Lorsqu'un même matériel fait l'objet de plus de trois interventions au cours de la période de garantie, le titulaire est tenu de le remplacer à ses frais. Les dates de remplacement des pièces sont, à cet effet, notées sur les rapports de visites.

Pendant le délai de garantie, le titulaire doit exécuter les réparations qui lui sont prescrites par le RPA. Il peut en demander le règlement s'il justifie que la mise en jeu de la garantie n'est pas fondée.

Si, à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remises en état prescrites, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remises en état.

7.7 Opérations de vérification des prestations

Les opérations de vérification ont pour but de constater que les prestations fournies sont conformes aux spécifications du marché.

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples sont effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution du service (examen sommaire) par un représentant du pouvoir adjudicateur conformément aux articles 27, 28 et 29 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment requérir, à ses frais, l'aide d'un organisme extérieur pour contrôler la qualité des prestations exécutées par le titulaire avec les spécifications du marché.

Par dérogation à l'article 27.3 du CCAG-FCS, le pouvoir adjudicateur n'avisera pas le titulaire des jours et heures fixés pour les vérifications.

7.8 Admission, ajournement ou rejet

L'admission sera prononcée par le pouvoir adjudicateur ou son représentant dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur ou son représentant peut prononcer le rejet des prestations dans les conditions prévues à l'article 30.4 du CCAG-FCS.

Par dérogation aux articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS, en cas d'ajournement ou de rejet des prestations, le titulaire dispose des délais fixés par le pouvoir adjudicateur pour effectuer de nouvelles prestations.

Les frais de manutention, de main d'œuvre et de livraison, engendrés par des prestations refusées par le pouvoir adjudicateur, s'effectueront aux frais du titulaire du marché.